

Séance du 25 novembre 2021

Date de l'annonce publique: 19 novembre 2021

Date de convocation des conseillers: 19 novembre 2021

Présents Mike Poiré / Bourgmestre, Stefano D'Agostino, Isabelle Elsen-Conzemius / Échevins Amaro García Gonzalez, (seulement pour les volets « principe des votes séparés » et « réclamations en bloc ») Luc Weiler, Mady Bormann-Weber, Fernando Ferreira, / Conseillers

Aender Schroeder / Secrétaire communal

Excusé(e)(s) Myriam Hansen / Conseillère, Amaro García Gonzalez / Conseiller (à partir du vote sur la Réclamation « 20210421 / 4 »)

Point de l'ordre du jour: 02 // Nouveau Plan d'Aménagement Général

En application de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le conseiller suivant a donné une procuration de vote :

- Myriam Hansen / Conseillère à Mike Poiré / Bourgmestre
- Amaro García Gonzalez / Conseiller à Luc Weiler / Conseiller (à partir du vote sur la Réclamation « 20210421 / 4 »)

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et afin d'éviter tout conflit sur des objets auxquels les membres du Conseil communal ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct, les membres suivants ne prennent part ni à la discussion ni au vote pour les points indiqués :

- Mike Poiré, Bourgmestre :
 - Réclamation « 20210421 / 28 »
 - « Schéma directeur 02 – Tonnheck »
 - Section « Nidder-Mäerzeg » (NORD) ;
- Isabelle Elsen-Conzemius, Échevine :
 - Réclamation « 20210421 / 4 »
 - Section « Nidder-Mäerzeg » (NORD) ;
- Mme Mady Bormann-Weber, Conseillère :
 - Réclamation « 20210421 / 6 » et
 - Section « Nidder-Mäerzeg » (NORD) ;
- Mme Myriam Hansen, Conseillère :
 - Réclamation « 20210421 / 13 »,
 - « Schéma directeur 13 – Kaulepad »
 - Section « Uewer-Mäerzeg » (SUD)

Il est renvoyé à la délibération du Conseil communal qui suit.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération de la séance du 27 février 2020 aux termes de laquelle le Conseil communal s'est déclaré d'accord pour lancer la procédure d'adoption du projet d'aménagement général de la Commune de Mertzig, parties écrite et graphique, accompagnées des documents et annexes prescrites par la législation y relative, et chargeant le Collège des Bourgmestre et Échevins de procéder aux consultations prévues aux articles 11, 12 et 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et à l'article 7 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa séance du 27 février 2020, après avoir vérifié la conformité du plan d'aménagement particulier « quartier existant » dénommé « PAP-QE » au projet d'aménagement général de la Commune de Mertzig, tel qu'avisé par le Conseil communal en date du 27 février 2020, a lancé la procédure d'adoption de ce plan d'aménagement particulier « quartier existant » dénommé « PAP-QE », dans le cadre de la refonte du plan d'aménagement général de la Commune de Mertzig, en application de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption du projet d'aménagement général et conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le nouveau Plan d'Aménagement Général avec les documents y relatifs a été déposé pendant 30 jours complets, à partir du 2 mars 2020, à la maison communale où le public a pu prendre connaissance et a été publié sur le site internet www.mertzig.lu ;

Considérant qu'en vertu de l'article 27, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le premier établissement du plan d'aménagement particulier « quartier existant » dénommé « PAP-QE » est mené parallèlement à la procédure du plan d'aménagement général ;

Considérant que dans cette même procédure, un avis au public a été publié en date du 29 février 2020 dans quatre quotidiens et affiché de manière usuelle dans la Commune ;

Considérant qu'une réunion d'information publique et obligatoire a été organisée en date du 12 mars 2020 en application de l'article 12, alinéa 5, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant qu'endéans les trente jours, donc du 2 au 31 mars 2020, des observations et objections ont pu être adressées par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins dans le cadre de l'enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, l'état de crise a été déclaré par le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 et prorogé par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ;

Considérant que l'enquête publique prémentionnée a été suspendue à partir du 25 mars 2020 en application du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant introduction de mesures relatives à la validité des cartes

d'identité et aux délais en matière d'aménagement communal et de développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

Considérant que, conformément à l'article 2, paragraphe 2, alinéa 3, du règlement grand-ducal précité du 25 mars 2020, cette suspension du délai en arrête temporairement le cours sans effacer le délai déjà couru ;

Considérant que l'enquête publique en question a donc été prolongée de six jours francs à partir de la fin de l'état de crise, en l'occurrence le 25 juin 2020 ;

Considérant que dans le délai prolongé de l'enquête publique, trente-et-une réclamations ont été introduites dont deux ont été retirées en cours de procédure ;

Considérant que les réclamants ont été entendus par le Collège des Bourgmestre et Échevins en vue de l'aplanissement des différends, à savoir en trois séances les 21 et 22 avril 2021 et le 6 mai 2021 ;

Considérant que le Collège échevinal a transmis les réclamations et propositions au Conseil communal ;

Vu l'avis du Centre national de recherche archéologique sur le patrimoine archéologique émis dans le cadre de l'évaluation des incidences environnementales ;

Vu l'avis du 13 mai 2020 du Centre national de recherche archéologique sur le patrimoine archéologique émis pour les schémas directeurs ;

Vu l'avis du 10 juillet 2020 de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable sur le rapport sur les incidences environnementales relatif au projet d'aménagement général ;

Vu l'avis du 10 juillet 2020 de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable concernant le projet d'aménagement général ;

Vu l'avis du 20 novembre 2020 de la Commission d'aménagement instituée auprès du Ministère de l'Intérieur concernant le projet de refonte complète du plan d'aménagement général ;

Vu l'avis du 27 novembre 2020 de la Cellule d'évaluation instituée auprès du Ministère de l'Intérieur concernant les projets d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) ;

Vu les séances de travail du Conseil communal en cette matière ;

Entendu les explications et développements du bureau urbanistique en charge du projet ;

Vu les circulaires ministérielles concernant l'état de crise et la crise sanitaire en général ;

Vu les circulaires ministérielles concernant la refonte du plan d'aménagement général ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 22 octobre 2008 promouvant l'habitat et créant un pacte logement avec les communes ;

Vu la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les différents règlements grand-ducaux du 8 mars 2017 précisant l'élaboration et le contenu du plan d'aménagement général ;

Vu la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

décide unanimement

de procéder à des votes séparés concernant l'approbation du nouveau plan d'aménagement général (PAG), parties écrite et graphique, et ainsi sur le plan d'aménagement particulier « quartier existant / PAP-QE » parties écrite et graphique, pour la Commune de Mertzig comme suit :

Réclamations

Réclamations « en bloc »

Le Conseil communal décide par six voix contre une voix et une abstention d'apporter aux réclamations soumises les réponses suivantes, sauf aux réclamations enregistrées sous les références « 20210421 / 4 », « 20210421 / 6 », « 20210421 / 13 » et « 20210422 / 28 »:

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 1	Fonds du Logement	Integration in den Perimeter (MIX-v, ZAD) östlich und westlich der Fläche ZAD 18 Aufgrund der Lage angrenzend an eine Baulandreserve, die voraussichtlich kurz- bis mittelfristig für eine Erschließung der angrenzenden Flächen nicht zur Verfügung stehen wird, einem ausreichend hohen Einwohnerpotenzial (725 Einwohner im PAG-Projekt) und einem Fokus auf Baulandmobilisierung im Innenbereich wird der Reklamation nicht stattgegeben.
20210421 / 2	SCHOLTES, Guy	Grundzonierung Parzelle 1314/3487 Zur geordneten städtebaulichen Entwicklung wird der südöstlichen Teil der Fläche als „zone d'habitation 1“ [HAB-1], überlagert mit einer „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“, ausgewiesen und somit der Reklamation stattgegeben. Da aufgrund ehemaliger Nutzungen Hanginstabilitäten nicht ausgeschlossen werden können und diese Fläche

		<p>somit nicht prioritär wohnbaulich genutzt werden sollte, wird der südöstliche Teil mit einer „zone d’aménagement différencié“ überlagert und den nördlichen Teil als „zone de sports et loisirs – activités en plein air“ ausgewiesen.</p> <p>Darstellung Biotop nach Art. 17 Naturschutzgesetz Die Kartierung der geschützten Biotope im Siedlungsbereich erfolgte nach einer vom MDDI herausgegebenen Kartieranleitung (Efor-Ersa 2009). Nach dieser Anleitung sind Laubbaumbestände, wie sie auf der Parzelle 1314/3487 vorhanden sind, als Biotope zu erfassen. Dieser Laubbaumbestand unterliegt daher dem Schutz des Art. 17 Naturschutzgesetz. Die Biotopstrukturen entsprechen auch den Kriterien nach Art. 17 des Naturschutzgesetzes (Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) sowie den Anforderungen des Règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés. Das im PAG auf der Parzelle 1314/3487 dargestellte Biotop ist daher begründet und berechtigt. Aus diesem Grund wird der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210421 / 18	Familie LOPEZ-ZURDO	<p>Reklamation gegen „construction à conserver“ Das Gebäude 22, Rue de Vichten erfüllt folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Seltenheitswert ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d’une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l’amélioration de l’habitabilité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la circulation sur le domaine publique ; ▪ pour l’amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l’assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d’un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences</p>

		<p>réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p> <p>Darstellung Hochwassergefahrenbereich</p> <p>Bei der Darstellung der Überflutungsbereiche verschiedener Jährlichkeit handelt es sich um eine nachrichtliche Übernahme übergeordneter Fachplanungen. Die Erfassung und die Ausweisung dieser Überflutungsbereiche liegt nicht im Kompetenzbereich der Gemeinde Mertzig.</p>
20210421 / 17	Famille RODRIGUES-BLUM	<p>Reklamation gegen „construction à conserver“</p> <p>Das Gebäude 24, Rue de Vichten erfüllt folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Seltenheitswert ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte ▪ Bautypus/ Gattungsart <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d’une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l’amélioration de l’habitabilité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la circulation sur le domaine publique ; ▪ pour l’amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l’assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d’un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p>
20210422 / 22	GILSON-WEIS, Jean	<p>Ausweisung Parzellen 1330/6243 und 1334/6245</p> <p>Zur innerörtlichen Nachverdichtung im Falle einer Nutzungsänderung wird die Ausweisung beibehalten und der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210421 / 12	GILSON, Marc	<p>Ausweisung „construction à conserver“ (8, Rue de l’Ecole) und „gabarit d’une construction existante à préserver“ (8a, Rue de l’Ecole)</p> <p>Die Gebäude 8, Rue de l’Ecole (unten links) und 8a, Rue de l’Ecole (unten rechts) erfüllen folgende</p>

		<p>Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte ▪ Markante Fassung des Straßenraumes durch die Anbauten („gabarit à préserver“) <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d’une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l’amélioration de l’habitabilité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la circulation sur le domaine publique ; ▪ pour l’amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l’assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d’un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p> <p>Überlagerung der Parzellen 701/5463 und 701/5464 mit einem „secteur protégé de type environnement construit“</p> <p>Die Parzellen 701/5463 und 701/5464 sind bereits mit einem „secteur protégé de type environnement construit“ überlagert. Die Ausweisung ist beizubehalten.</p>
20210421 / 3	SCHOLTES, Milly SCHOLTES, Guy SCHOLTES, Jeanne SCHOLTES, Monique	<p>Grundzonierung Parzelle 1314/4062</p> <p>Für die Fläche können aufgrund der Vornutzungen Hanginstabilitäten nicht ausgeschlossen werden. Aus diesem Grund sollte diese nicht wohnbaulich genutzt werden. Die Fläche als „zone de sports et de loisirs – activités en plein air“ ausgewiesen. Für einen geringen Teil im Osten der Fläche zur Gewährleistung einer ausreichenden Breite für eine Wohnbebauung auf der östlich angrenzenden Parzelle vor, wird dieser wie den überwiegenden Teil der angrenzenden Parzelle 1314/3487 als „zone d’habitation 1“, überlagert mit einer „zone soumise à un plan d’aménagement particulier nouveau quartier“ und „zone d’aménagement différencié“, ausgewiesen.</p>

		<p>Darstellung Biotop nach Art. 17 Naturschutzgesetz</p> <p>Die Kartierung der geschützten Biotope im Siedlungsbereich erfolgte nach einer vom MDDI herausgegebenen Kartieranleitung (Efor-Ersa 2009). Nach dieser Anleitung sind Laubbaumbestände, wie sie auf der Parzelle 1314/4062 vorhanden sind, als Biotope zu erfassen. Dieser Laubbaumbestand unterliegt daher dem Schutz des Art. 17 Naturschutzgesetz. Die Biotopstrukturen entsprechen auch den Kriterien nach Art. 17 des Naturschutzgesetzes (Loi du 18 juillet concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) sowie den Anforderungen des Règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés. Das im PAG auf der Parzelle 1314/4062 dargestellte Biotop ist daher begründet und berechtigt. Aus diesem Grund wird der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210422 / 25	CLEES-RAUSCH, Josée	<p>Integration der Parzellen 383, 384/4903, 385/3988 und 396/3989 in den Perimeter (HAB-1 PAP NQ)</p> <p>Aufgrund eines ausreichend hohen Einwohnerpotenzials (725 Einwohner im PAG-Projekt) sowie dem Fokus auf Baulandmobilisierung im bauplanungsrechtlichen Innenbereich (weitestgehend Verzicht auf Extensionen) wird der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210421 / 7	STAUDT, Claude	<p>Ausweisung „servitude urbanisation – milieu naturel“ (Parzelle 637/6234) und Darstellung erhaltenswerter Einzelbaum nach Art. 14 Naturschutzgesetz (Parzelle 637/6234)</p> <p>Die Kartierung der geschützten Biotope im Siedlungsbereich erfolgte nach einer vom MDDI herausgegebenen Kartieranleitung (Efor-Ersa 2009). Nach dieser Anleitung sind Laubbäume, wie auf der Parzelle 637/6234 vorhanden, als interessante Grünstrukturen zu erfassen. Dieser Laubbaum unterliegt daher dem Schutz des Art. 14 Naturschutzgesetz. Der im PAG als erhaltenswerter Einzelbaum dargestellte Laubbaum ist daher begründet und berechtigt. Aufgrund seiner ortsbildprägenden Funktion ist ein zusätzlicher Schutz mit einer „zone de servitude urbanisation – milieu naturel“ (N3) gerechtfertigt. Eine Vor-Ort-Kontrolle im Juli 2021 hat ergeben, dass der Baum nach einem Rückschnitt wieder austreibt. Aus diesen Gründen wird der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210421 / 8	STAUDT-NEY, Anne (†) (succ. STAUDT, Claude)	<p>Ausweisung „gabarit d’une construction existante à préserver“ (Parzelle 642/6594)</p> <p>Zur Herstellung einer Einfamilienhausbebauung in Straßenrandbauweise, wird der Bereich entlang der „Rue de Vichten“ als „zone mixte villageoise“, überlagert mit einer „zone soumise à un plan d’aménagement particulier nouveau quartier“, ausgewiesen. Zur Vermeidung einer Bebauung des rückwertigen Bereichs entlang der „Wark“ wird dieser als „zone de jardins familiaux“ (PAP QE) ausgewiesen. Um eine</p>

		<p>bodensparende Bauweise und für den Straßenzug typische Baukubatur (Herstellung von Doppelhäusern) zu ermöglichen, wird die Ausweisung des „gabarit d’une construction existante à préserver“ aufgehoben und so der Reklamation stattgegeben.</p>
20210421 / 9	Familie WOSKO-PEIL	<p>Reklamation gegen „construction à conserver“ Das Gebäude 20, Rue de Vichten erfüllt folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Seltenheitswert ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d’une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l’amélioration de l’habitabilité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d’origine ; ▪ pour l’amélioration de la circulation sur le domaine publique ; ▪ pour l’amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l’assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d’un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p> <p>Darstellung Hochwassergefahrenbereich Bei der Darstellung der Überflutungsbereiche verschiedener Jährlichkeit handelt es sich um eine nachrichtliche Übernahme übergeordneter Fachplanungen. Die Erfassung und die Ausweisung dieser Überflutungsbereiche liegt nicht im Kompetenzbereich der Gemeinde Mertzig.</p>
20210422 / 23	MALGET, Micheline MALGET, John KLEIN, Yvette	<p>Reklamation gegen „construction à conserver“ Das Gebäude 28, Rue de Vichten erfüllt folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Seltenheitswert ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte ▪ Bautypus/ Gattungsart <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d'une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'amélioration de l'habitabilité de la construction d'origine ; ▪ pour l'amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d'origine ; ▪ pour l'amélioration de la circulation sur le domaine publique ; ▪ pour l'amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l'assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d'un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p>
20210422 / 24	BEISSEL-OLINGER, Léonie	<p>Ausweisung „construction à conserver“ (1a und 3, Luuchtebiereg)</p> <p>Die Gebäude 1a und 3, Luuchtebiereg erfüllen folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Seltenheitswert ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte ▪ Bautypus/ Gattungsart <p>Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst :</p> <p>« Des adaptations du gabarit d'une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'amélioration de l'habitabilité de la construction d'origine ; ▪ pour l'amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d'origine ; ▪ pour l'amélioration de la circulation sur le domaine publique ;

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l'assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d'un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p> <p>Integration in den Perimeter (Parzelle 584/5457) Der als „zone de verdure“ [VERD] ausgewiesene Bereich soll zwischen dem bestehenden landwirtschaftlichen Betrieb im Osten und einer geplanten Wohnbebauung in dessen Umgebung einen ausreichend großen Abstand garantieren. Zur Vermeidung von Konflikten zwischen unterschiedlichen, direkt angrenzenden Nutzungen und unter Beachtung eines ausreichenden Einwohnerpotenzials von 725 Einwohnern im PAG-Projekt wird die Ausweisung beibehalten und der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
20210422 / 20	BATINVEST Immobilière sàrl NIEUWENHUIS, Patrick par avocats, Me Elvinger, Me Dessoy, Me Marx	<p>Grundzonierung der Parzelle 247/4410 (Ausweisung als HAB-2 oder Anpassung der Reglementierung der HAB-1 und PAP QE_ER mit der Möglichkeit zur Errichtung von Mehrfamilienhäusern)</p> <p>Aus städtebaulicher Sicht sollte in den Kernbereichen verdichtet gebaut werden, um möglichst viele Nutzer im direkten Einzugsbereich für vorhandene Versorgungseinrichtungen (Geschäfte, öffentliche Einrichtungen) zu bündeln, kurze Wege zu gewährleisten und somit die Tragfähigkeit der Nicht- Wohnnutzungen in Zentrumslage zu erhöhen. Dichten und Höhen sollten radial vom Ortskern ausgehend abnehmen, auf überdimensionierte Mehrfamilienhäuser ist zu verzichten. Freistehende Einfamilienhäuser sollten vorwiegend an den Ortsrändern vorgesehen werden.</p> <p>Unter Beachtung des Charakters des Standorts und seiner Nachbarschaft (freistehende Einfamilienhausbebauung), der Topographie, der Entfernung zum Zentrum, der Erreichbarkeit und der Nähe zum öffentlichen Transport sowie zur Wahrung der Kohärenz des PAG wird der Reklamation nicht stattgegeben und im nördlichen Bereich der „Rue de Merscheid“ weiterhin nur Einfamilienhausbebauung vorgesehen.</p>
20210422 / 21	Immobilière Schmit et Schmit sàrl B8HV sàrl par avocat, Me Wirtz	<p>Partie écrite PAG</p> <p>Im Rahmen der Etude préparatoire Volume 2, Kapitel 1 – Städtebauliches Entwicklungskonzept wird die Einteilung der Zonierungen beschrieben. Die Definitionen und die Reglementierungen der partie écrite des PAG entsprechen den Vorgaben des „Règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan</p>

		d'aménagement général d'une commune". Der Reklamation wird nicht stattzugeben.
20210421 / 11	Op der Schock asbl	Dichtekoeffizienten PAP approuvé (Ref-N° 17624/85C) Zur Sicherstellung einer weiteren möglichen Bebauung wird der CUS auf 1,00 erhöht und der Reklamation stattgegeben.
20210421 / 5	SCHOLL, Gérard KRIER, Michele	Integration in den Perimeter (Parzelle 850/5621) Aufgrund eines ausreichend hohen Einwohnerpotenzials (725 Einwohner im PAG-Projekt), der Ortsrandlage sowie dem Fokus auf Innenentwicklung (weitestgehend Verzicht auf Extensionen, Baulandmobilisierung im Innenbereich) wird der Reklamation nicht stattgegeben.
20210421 / 10	DUNKEL, Anita DUNKEL, Rita	Grundzonierung Parzellen 808/5961 und 1059/3070 Entsprechend dem Avis der „Commission d'Aménagement“ wird, zur Herstellung einer ausreichend großen Bautiefe die „zone d'habitation 1“ auf ca. 40 m vergrößert, gemessen ausgehend von der Parzellengrenze an der „Rue de Colmar-Berg“ bzw. an „Collette's Päsch“. Zur Schaffung eines Übergangs zum Offenland wird im südlichen Teil die Ausweisung als „zone de jardins familiaux“ beibehalten.
20210422 / 26	RAUSCH, Paul	Integration in den Perimeter (Parzellen 396/3989, 383, 384/4903 und 385/3988) Aufgrund eines ausreichend hohen Einwohnerpotenzials (725 Einwohner im PAG-Projekt) sowie dem Fokus auf Baulandmobilisierung im bauplanungsrechtlichen Innenbereich (weitestgehend Verzicht auf Extensionen) wird der Reklamation nicht stattgegeben. Ausweisung „construction à conserver“ (Parzelle 322/4900) Die Gebäude 12, Rue Principale erfüllen folgende Kriterien, die eine kommunale Unterschutzstellung rechtfertigen : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Authentizität ▪ Charakteristische Gestaltung für die Entstehungszeit ▪ Orts-/ landschaftstypisches Objekt ▪ Ortsgeschichte/ Heimatgeschichte ▪ Bautypus/ Gattungsart ▪ Markante Fassung des Straßenraumes durch die Anbauten („gabarit à préserver“) Aufgrund der Vielzahl der Gründe, die eine Unterschutzstellung rechtfertigen, wird das Gebäude weiterhin als „construction à conserver“ geschützt. Zur Möglichkeit für Umbaumaßnahmen wird die Partie écrite des PAG wie folgt angepasst : « Des adaptations du gabarit d'une construction à conserver peuvent être autorisées, sans pour autant porter atteinte à la hiérarchie entre volumes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'amélioration de l'habitabilité de la construction d'origine ;

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'amélioration de la sécurité et de la salubrité de la construction d'origine ; ▪ pour l'amélioration de la circulation sur le domaine public ; ▪ pour l'amélioration de la commodité et de la durabilité des constructions ; ▪ pour garantir l'assainissement énergétique des constructions. <p>Toute modification doit être dûment justifiée, notamment toute surélévation de plus d'un demi-mètre de hauteur à la corniche qui doit apparaître comme indispensable pour répondre aux exigences réglementaires des pièces destinées au séjour prolongé de personnes. »</p> <p>Partie écrite PAG Art. 10.1 (Reduzierung Stellplätze/Wohneinheit)</p> <p>Aufgrund der ländlichen Lage der Gemeinde und der nicht optimalen Anbindung an den öffentlichen Nahverkehr wird die Anzahl an Stellplätzen/Wohneinheit nicht reduziert und der Reklamation nicht stattgegeben.</p>
--	--	--

Réclamation « 20210421 / 4 »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Mme Isabelle Elsen-Conzemius, Échevine, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 4	WELBES, Marie-Louise (†) CONZEMIUS, Edouard LUCAS, Jean-Paul LUCAS, Joseph	Integration in den Perimeter (Parzellen 571/3323, 570/3679 und 573/3096) Aufgrund der exponierten Lage der Fläche (Hanglage kurz vor der Kammlinie), einem ausreichend hohen Einwohnerpotenzial (725 Einwohner im PAG-Projekt) sowie dem Fokus auf Innenentwicklung (weitestgehend Verzicht auf Extensionen) wird der Reklamation nicht stattgegeben.

Réclamation « 20210421 / 6 »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Mme Mady Bormann-Weber, Conseillère, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 6	BORMANN, Joé	Integration in den Perimeter (Parzellen 847/4883 und 848/5519) Aufgrund der ausreichend hohen Einwohnerpotenzial (725 Einwohner im PAG-Projekt) sowie dem Fokus auf Innenentwicklung (weitestgehend Verzicht auf Extensionen) wird der Reklamation nicht stattgegeben.

Réclamation « 20210421 / 13 »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Mme Myriam Hansen, Conseillère, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 13	HANSEN, Martine	Überlagerung der Parzellen 1331/5072 und 1331/5073 mit einer „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ (PAP NQ) Zur geordneten städtebaulichen Entwicklung und Erschließung der Parzelle 1331/5072 ausgehend vom „Kaulepad“ wird diese weiterhin mit einer „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ überlagert und der Reklamation in diesem Punkt nicht stattgegeben. Für die Parzelle 1331/5073 (Privatweg) wird die „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ aufgehoben und der Reklamation in diesem Punkt stattgegeben. Darstellung Habitat nach Art. 17 Naturschutzgesetz Für die Fläche konnte im Rahmen der Strategischen Umweltprüfung ein Jagdhabitat für Zwerg- und Breitflügelfledermaus sowie für Graue Langohren nicht ausgeschlossen werden. Zur Berücksichtigung der Belange des Habitatschutzes im Falle einer Bebauung wird der Hinweis auf mögliche Habitate nicht entfernt („Indications supplémentaires – à titre indicatif et non exhaustif“) und der Reklamation nicht stattgegeben.

Réclamation « 20210421 / 28 »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, M. Mike Poiré, Bourgmestre, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210422 / 28	NOSBUSCH-THEIS, Charles	Überlagerung der Parzelle 597/4799 mit einer „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ Zur Entwicklung eines einheitlichen Wohnquartiers sowie zur Sicherung von möglichen Kanaltrassen wird die Abgrenzung der „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ beibehalten und der Reklamation nicht stattgegeben.

Réclamations « PAP QE »

Le Conseil communal décide par six voix contre une voix et une abstention d'apporter aux réclamations soumises les réponses suivantes :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 19	NOMMESCH, Danielle	Zulässigkeit von Pergola Für Bestandsgebäude wird eine Möglichkeit zum Anbau von Dépendancen von bis zu 4 Meter vorgesehen (Anpassung Art. 59 Partie écrite PAP QE) und so der Reklamation stattgegeben.
20210421 / 16	MOTA LISBOA, Pedro	Partie écrite PAP QE Art. 7c Die maximale Bautiefe wird bei der Herstellung von Dépendancen erhöht (Anpassung Art. 59 Partie écrite PAP QE) und so der Reklamation stattgegeben.
20210421 / 15	LIMA DA CUNHA Filipe BECHTOLD, Christiane	Integration der Art. 49 und 70 des „Règlement sur les bâtisses“ des PAG en vigueur in den PAP QE Da die Artikel 49 („Matériaux de construction et stabilité“) und 70 („Entretien et suppression de constructions“) Regelungsinhalte des „Règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites“ betreffen, werden diese nicht in den PAP QE integriert und die Reklamation abgelehnt.

Schémas directeurs

Schémas directeurs « en bloc »

Le Conseil communal décide par six voix contre une voix et une abstention d'apporter aux remarques et objections soumises les réponses suivantes, sauf au schémas directeurs enregistrés sous les références « Schéma directeur 02 – Tonnheck » et « Schéma directeur 13 – Kaulepad » :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210422 / 27	WOHL-SCHROEDER, Marie-Louise	Schéma Directeur SD 8 (Ausweisung als Bauland) Zur Sicherung von innerörtlichem Bauland und zur geordneten städtebaulichen Entwicklung wird der Reklamation nicht stattgegeben und die Ausweisung beibehalten.

20210422 / 21	Immobilière Schmit et Schmit sàrl B8HV sàrl par avocat, Me Wirtz	Schéma Directeur SD 1 (Anzahl WE/ha) Die Anzahl der WE/ha wird auf 18 erhöht und so der Reklamation stattgegeben.
20210422 / 29	SCHOLTES, Mariette et Luc	Schéma Directeur SD 3 (Parzellen 408/6407 und 412/6408) (Dichtekoeffizienten) Die Anzahl der WE/ha wird auf 18 erhöht und so der Reklamation stattgegeben.

Schéma directeur « Schéma directeur 02 - Tonnheck »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, M. Mike Poiré, Bourgmestre, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210422 / 28	NOSBUSCH-THEIS, Charles	Ausrichtung der Baukörper im östlichen Bereich des SD-ZAD 2 Die Stellung der Gebäude wird im Rahmen der Ausarbeitung des PAP „Nouveau Quartier“ festgelegt. Die Anmerkungen können im Zuge von dessen Ausarbeitung bzw. Genehmigungsprozedur erneut eingebracht werden. Der materielle Fehler wird korrigiert und die Bebauungsvorschläge in den schriftlichen Teilen der Schémas Directeurs entsprechend ausgetauscht. Unterschiedliche Bebauungsvorschläge im SD-ZAD 2 und SD 3 Der materielle Fehler wurde korrigiert und die Bebauungsvorschläge in den schriftlichen Teilen der Schémas Directeurs entsprechend adaptiert.

Schéma directeur « Schéma directeur 13 - Kaulepad »

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Mme Myriam Hansen, Conseillère, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal décide par cinq voix contre une voix et une abstention d'apporter à cette réclamation soumise la réponse suivante :

Référence	Réclamant(e)(s)	Objet(s) et Décision(s)
20210421 / 13	HANSEN, Martine	Überlagerung der Parzellen 1331/5072 und 1331/5073 mit einer „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ (PAP NQ) Zur geordneten städtebaulichen Entwicklung und Erschließung der Parzelle 1331/5072 ausgehend vom „Kaulepad“ wird diese weiterhin mit einer „zone soumise à un

		plan d'aménagement particulier nouveau quartier" überlagert und der Reklamation in diesem Punkt nicht stattgegeben. Für die Parzelle 1331/5073 (Privatweg) wird die „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ aufgehoben und der Reklamation in diesem Punkt stattgegeben.
20210421 / 14	BESCH-RIES, Marc BESCH-WOLTER, Robert NEI-LUCAS, Iris NOBEN-SCHREINER, Patrick NOSBUSCH, Charline	Schéma Directeur SD 13 (Abgrenzung „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“) Zur geordneten städtebaulichen Entwicklung und Erschließung der Fläche ausgehend vom „Kaulepad“ wird die Abgrenzung der „zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier“ für die Parzellen 1328/5065, 1330/6243, 1330/6244, 1331/4579, 1331/5563, 1334/6245 und 1334/6246 beibehalten und der Reklamation nicht stattgegeben.

Vote sur le Plan d'Aménagement Général

Le Conseil communal accepte unanimement le principe de voter sur l'ensemble du projet d'aménagement général, y inclus le « PAP-QE », parties écrite et graphique, en se prononçant séparément sur les deux anciennes sections « Nidder-Mäerzeg » et « Uewer-Mäerzeg », tout en sachant que la localité « Mertzig » a été divisée en ces deux parties suivant le cours d'eau « Wark ».

Section « Nidder-Mäerzeg » (NORD)

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, M. Mike Poiré, Mme Isabelle Elsen-Conzemius et Mme Mady Bormann-Weber ne prennent part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal approuve par trois voix contre deux voix la partie « NORD » du Plan d'Aménagement Général avec toutes ses parties intégrantes, donc également le « PAP-QE » pour cette section.

Section « Uewer-Mäerzeg » (SUD)

Suivant l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Mme Myriam Hansen, Conseillère, ne prend part ni à la discussion ni au vote.

Le Conseil communal approuve par cinq voix contre deux voix la partie « SUD » du Plan d'Aménagement Général avec toutes ses parties intégrantes, donc également le « PAP-QE » pour cette section.

et prie Madame la Ministre de l'Intérieur pour approbation.

Le Conseil communal,
Pour extrait conforme,

Mertzig, le 02 décembre 2021

Le Bourgmestre,



Le Secrétaire,